

## **DÉLIBÉRATION 2026 13 –**

**Actualisation des délibérations 2017 30 du 12 avril 2017 modifiée par la délibération 2023 17 du 20 juin 2023, 2019 23 du 19 septembre 2019 ; 2020 40 du 11 décembre 2020 et 2023 33 du 10 octobre 2023 relatives à la mise en œuvre du Régime Indemnitaire (RIFSEEP) pour les cadres d'emplois relevant de la filière administrative et techniques**

**Séance du Comité syndical du 18 mai 2026**

### **EXPOSÉ DES MOTIFS**

Le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 a instauré dans la fonction publique de l'Etat un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP).

En application du principe de parité, ce régime indemnitaire a fait l'objet d'une transposition aux cadres d'emplois relevant de la filière administrative et technique pour les agents de l'Agemob par les délibérations 2017 30 du 12 avril 2017 modifiée par la délibération 2023 17 du 20 juin 2023, 2019 23 du 19 septembre 2019, 2020 40 du 11 décembre 2020 et 2023 33 du 10 octobre 2023.

Le 27 juin 2024, le décret n° 2024 641 a modifié l'article 2-1 du décret n°2014-513 en précisant qu'en cas de congé de longue maladie pris en application des dispositions des articles L. 822-6 et suivants du code général de la fonction publique ou de congé de grave maladie pris en application de l'article 13 du décret du 17 janvier 1986, le bénéfice des primes et indemnités est maintenu à hauteur de 33 % la première année et de 60 % la deuxième et la troisième année.

C'est pourquoi, il convient d'actualiser le paragraphe G des délibérations susvisées, relatif aux modalités de maintien ou de suppression de l'IFSE en cas de congés comme suit :

- Le montant de la part I.F.S.E. est maintenu dans les mêmes proportions que le traitement en cas de congé de maladie ordinaire, maladie professionnelle y compris pour accident de service,
- Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption, cette indemnité sera maintenue intégralement.
- Le montant de la part I.F.S.E. est maintenu en cas de congé longue maladie ou maladie grave à hauteur de 33 % la première année et de 60 % la deuxième et la troisième année. Il est suspendu en cas de congé de longue durée.
- En cas de temps partiel thérapeutique, le montant de la part I.F.S.E. est maintenu dans les mêmes proportions que le traitement.

Je vous prie, mes cher.e.s collègues, de bien vouloir en délibérer.

Le Président,



**DÉLIBÉRATION 2026 13 –**  
**Actualisation des délibérations 2017 30 du 12 avril 2017 modifiée par la délibération**  
**2023 17 du 20 juin 2023, 2019 23 du 19 septembre 2019 ; 2020 40 du 11**  
**décembre 2020 et 2023 33 du 10 octobre 2023 relatives à la mise en œuvre du Régime**  
**Indemnitaire (RIFSEEP)**  
**pour les cadres d'emplois relevant de la filière administrative et techniques**

**Séance du Comité syndical du 18 mai 2026**

Vu le Code général de la fonction publique et notamment l'article L 714-4 ;

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'Etat ;

Vu le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 modifié relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'État et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés ;

Vu les délibérations 2017 30 du 12 avril 2017 modifiée par la délibération 2023 17 du 20 juin 2023, 2019 23 du 19 septembre 2019, 2020 40 du 11 décembre 2020 et 2023 33 du 10 octobre 2023 relatives à la mise en œuvre du Régime Indemnitaire (RIFSEEP) pour les cadres d'emplois relevant de la filière administrative et techniques ;

Considérant que l'article 2-1 du décret 2010-997 du 26 août 2010 modifié stipule qu'en cas de congé de longue maladie pris en application des dispositions des articles L. 822-6 et suivants du code général de la fonction publique ou de congé de grave maladie pris en application de l'article 13 du décret du 17 janvier 1986 susvisé, le bénéfice des primes et indemnités est maintenu à hauteur de 33 % la première année et de 60 % la deuxième et la troisième année ;

**Le Comité Syndical**, après en avoir délibéré,

**Article 1 : DÉCIDE** de modifier le paragraphe G des délibérations susvisées, relatif aux modalités de maintien ou de suppression des primes en cas de congés comme suit :

- Le montant de la part I.F.S.E. est maintenu dans les mêmes proportions que le traitement en cas de congé de maladie ordinaire, maladie professionnelle y compris pour accident de service,
- Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption, cette indemnité sera maintenue intégralement.
- Le montant de la part I.F.S.E. est maintenu en cas de congé longue maladie ou maladie grave à hauteur de 33 % la première année et de 60 % la deuxième et la troisième année. Il est suspendu en cas de congé de longue durée.
- En cas de temps partiel thérapeutique, le montant de la part I.F.S.E. est maintenu dans les mêmes proportions que le traitement.

**Article 2 : DIT** que les autres dispositions des délibérations 2017 30 du 12 avril 2017 modifiée, 2019 23 du 19 septembre 2019 et 2020 40 du 11 décembre 2020 restent inchangées ;

Le Président,



Sylvain Raifaud